

Lutte ouvrière

Champagne-Ardenne



Lettre d'information locale

28 / 04 / 2020

Dans ce numéro :

Grand-Est
Dépendance territoriale ou sociale ?

2

Échos des entreprises :

Hermès (08)

2

Fibre optique (Reims)

2

Lacoste (Troyes)

3

Michelin (Troyes)

3

Smurfit (Epernay)

3

La Poste (52)

3

Hôpital (Reims)

4

Cora (08)

4

Restos du cœur :

La solidarité vient d'en bas

4

Le déconfinement est censé commencer dans moins de deux semaines avec la réouverture des écoles, et le gouvernement est toujours incapable de fournir la population en masques, de dépister massivement et d'isoler les porteurs du virus.

Si, en quatre mois, l'État et les industriels du pays n'ont toujours pas déployé les moyens humains et techniques pour fabriquer le matériel de protection nécessaire, c'est qu'ils ne l'ont pas voulu.

La conscience collective ? Le civisme ? L'esprit de sacrifice ? Ces valeurs ont du sens pour les travailleurs dont on voit le dévouement et la capacité d'initiative. Mais le monde peut s'écrouler autour des capitalistes, requins ils sont, requins ils restent.

En pleine pandémie, la seule chose qui les inquiète, ce sont leurs profits, leurs parts de marché, leurs cours boursiers. Et même si rien n'est prêt pour le déconfinement, ils battent tous le rappel au travail.

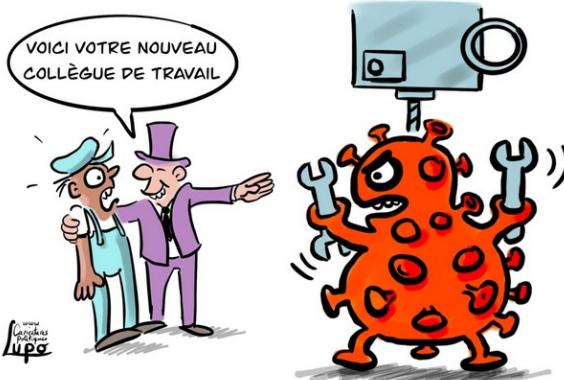
Jour après jour, de nouvelles cohortes de salariés rejoignent ainsi tous ceux qui n'ont jamais arrêté de travailler, partagés souvent entre la crainte du coronavirus et celle de perdre leur emploi. Nous n'avons à subir ni l'une ni l'autre.

Il n'est pas question de faire confiance aux mercenaires de la bourgeoisie pour protéger notre santé et notre vie d'exploités. Il faut surveiller et vérifier la réalité

des mesures prises. Il faut contrôler leur efficacité et imposer tout ce qui sera nécessaire.

Aucune commission d'hygiène et de sécurité ne remplacera l'action des salariés eux-mêmes. Ils connaissent mieux que quiconque leur poste de travail, ils sont les mieux placés pour les sécuriser.

Et il ne s'agit pas seulement de nos conditions de travail. Le grand patronat a commencé par renvoyer les intérimaires et les CDD et nous voler des jours de RTT et de congés payés. Dans certaines entreprises, il a déjà le cynisme de rallonger la durée de travail et baisser les salaires. Et dans d'autres, il ne s'en cache pas, il planifie des licenciements massifs.



Pour préparer les esprits, certains annoncent un « *tsunami de licenciements* » comme un fait inévitable. Mais le grand patronat vient de distribuer des milliards de dividendes aux actionnaires. Faut-il aussi considérer ça comme une fatalité ?

Non, il n'y a pas de fatalité à ce que les travailleurs perdent leur salaire, leur emploi, voire leur vie dans cette crise ! Ils ont à se protéger tout à la fois du coronavirus et de la domination patronale. Cette lutte dépend de leur capacité à s'organiser pour imposer le contrôle ouvrier sur les décisions patronales.

L'intégralité de l'éditorial sur ce [lien](#)

Dépendance territoriale ou sociale ?

Jean Rottner, le président de la région Grand-Est, multiplie les déclarations à propos de la « souveraineté économique » de la région. La plupart des politiciens, de droite comme de gauche, entonnent le même refrain. Même la CGT, dans les instances régionales, se place sur ce terrain en y allant de son couplet sur les « *relocalisations* » avec un « véritable plan stratégique

de reconquête industrielle », pour « *notre indépendance* »...

La question de la dépendance économique territoriale est un faux problème et même un écran de fumée qui masque le fond de la catastrophe sanitaire actuelle, à savoir que ce sont les capitalistes, partout, qui sont souverains, que ce sont eux qui ont toutes les rênes de la production entre les mains, qu'ils décident en fonc-

tion de leurs profits et enfin que l'Etat, à tous les niveaux, les soutient.

Dans une économie débarrassée de la bourgeoisie, la population pourrait gérer démocratiquement les productions en fonction des besoins réels. Les relations économiques entre territoires ne relèveraient alors que d'une coopération rationnelle qui viserait l'intérêt général.

Hermès (Ardennes) :

Des masques pour tous, ce serait pas du luxe !

À Bogny-sur Meuse, l'usine Hermès qui appartient au groupe qui a enregistré des bénéfices records et un chiffre d'affaires de plus de 6,8 milliards d'euros en 2019 a rouvert ses portes la semaine dernière.

Les ouvrières sont-elles en train de coudre les masques, les surblouses qui manquent aux personnels soignants ?

Non, elles ont repris la production de sacs à main de luxe !

Aujourd'hui, ce dont ont besoin les travailleurs, ce n'est pas de sacs en croco, mais d'équipements de protection. Les usines doivent être réquisitionnées pour produire ce qui est nécessaire et vital à toute la population.



Fibre optique (Reims) :

Hors de toute protection sanitaire

Un habitant d'un quartier populaire de Reims a rencontré dans son immeuble des ouvriers qui installaient la fibre optique. Ceux-ci ne disposaient ni de masques, ni de gel hydroalcoolique. Pour diverses opérations comme tirer les fils, ils étaient obligés d'être collés les uns aux autres.

Leur patron direct est peut-être un margoulin à la tête d'une petite entreprise. Mais leur travail est de la sous-traitance pour des groupes richissimes : Free, Orange, Bouygues ou SFR. Ces capitalistes sont totalement responsables des dangers qu'ils font courir à ces travailleurs.



Devanlay-Lacoste (Troyes)

Un 100 % qui ne lui coûte guère



Devanlay-Lacoste a prétendu que les salariés ne perdraient pas de salaire, même ceux en chômage partiel. Sauf que Lacoste a utilisé plusieurs combines. Il a d'abord décrété plusieurs semaines en période basse, comme

c'est rendu possible par les accords de modulation dans le textile. Et puis la direction a imposé de prendre jusqu'à 10 jours de congé : 5 sur le reliquat de l'an passé et 5 sur l'année à venir. Du coup, il y a très peu de chômage partiel.

En fait, ce sont les salariés qui se sont payé le maintien du salaire à 100% !

C'est ce qui s'appelle un cadeau de patron !

Michelin (Troyes) : Gonflé !

Aussitôt les usines fermées, Michelin a programmé le vol de 10 jours de congés. Des congés forcés suivis de jours de chômage partiel intégralement indemnisés par l'Etat aux patrons mais avec perte de salaire.

Les travailleurs ont donc été floués de vacances, d'impôts et de salaire, alors que Michelin a fermé sans que cela ne lui coûte un sou.

On comprend que les actionnaires aient prévu d'empocher 360 millions d'euros !

Retrouvez l'intervention vidéo de Sylvain Demay, conseiller municipal Lutte ouvrière de Châumont (Haute-Marne), en suivant ce [lien](#).



Smurfit (Epernay)

Débrouille versus profit

Tenus de travailler durant le confinement, les ouvriers de la cartonnerie Smurfit à Epernay ont bricolé des séparateurs de postes en carton pour tenter de se protéger.

Qu'a fait le patron de son côté ? Il a commercialisé ces séparateurs !

Comme partout, les travailleurs se débrouillent, les patrons encaissent.

Confinement et sédentarité : attention à la prise de poids



Pressiontariat

La reprise est censée se faire pour l'heure au volontariat. Sauf que lorsque le salarié contacté par son chef direct refuse, il a droit à une relance par le chef au-dessus.

Vu tous les risques de santé, les pneus pourraient attendre... mais pas les profits de Michelin !



La Poste (Haute-Marne) : Encore une incurie significative

À Wassy, en Haute-Marne, une association a fabriqué des masques en tissu et les a proposés aux postiers de Montier-en-Der, la commune voisine, constatant qu'ils n'avaient à leur disposition qu'un petit flacon de gel hydro-

alcoolique et rien d'autre.

À l'image de ce qui se passe partout dans le pays, les directions ne font même pas le minimum et quand des solutions sont trouvées, c'est par la solidarité collective de la population.

Restos du cœur : La solidarité vient d'en bas



Dans cette période d'épidémie, l'essentiel de l'aide aux plus démunis a été assuré par l'association des restos du cœur. Il a fallu qu'ils s'adaptent et ont fait appel à des bénévoles notamment parmi ceux des travailleurs qui se trouvaient en chômage partiel. Autrement dit, encore en cette période, l'essentiel du

soutien aux plus pauvres a été assuré grâce aux initiatives de la population elle-même.

L'État a consacré plus d'une centaine de milliards à subventionner les plus grandes entreprises.

En somme : des milliards pour les plus riches, et des soupes populaires pour les plus pauvres !

Hôpital de Reims : Toujours la pénurie

Au CHU de Reims comme ailleurs, le personnel soignant alerte sur les pénuries de matériel qui perdurent. Après avoir manqué de simples masques pendant des semaines, on manque encore de blouses et de tests.

Une travailleuse relate ainsi que, faute de surblouses en nombre suffisant, la direction a demandé aux agents de les laver, mais qu'au bout de deux lavages, celles-ci étaient en charpie !

Les personnels de la blanchisserie et des bénévoles extérieurs ont dû en coudre 12 000 à partir de draps de coton.

Le 22 avril, 158 soignants du CHU avaient été dépistés Covid+. Mais ce nombre est très inférieur à la réalité des contaminations, car l'hôpital ne peut faire que 200 tests par jour, malades et personnels compris.

Une situation catastrophique qui en dit long sur les mensonges des autorités.



Cora les Ayvelles (Ardennes) : Un petit coup de pub qui va rapporter gros

À Cora, les travailleurs ont reçu la promesse d'une prime de 1 000 euros pour les risques encourus au travail durant l'épidémie.

Mais ce petit sacrifice consenti par les actionnaires s'accompagne de plus de flexibilité pour les salariés. Ces derniers se sont retrouvés avec des « compteurs d'heures négatifs », permettant à la direction de capi-

taliser des heures de travail qu'elle utilisera en surtravail durant les périodes de fêtes sans avoir à les payer en heures supplémentaires. Cette prime ne compense donc pas la perte de revenu pour les salariés.

Cette filiale de la holding Delhaize, qui a engrangé 517 millions d'euros au dernier semestre 2019, continue de bénéficier des largesses de l'État, 20



millions d'euros par an au titre du CICE transformé en exonération permanente de cotisations sociales alors que le groupe a supprimé plus de 9 000 emplois en 10 ans.

En prenant sur les profits passés et présents, on aurait largement les moyens d'augmenter les salaires et d'embaucher, à condition que les travailleurs l'imposent aux actionnaires.